

Le 12 octobre 2023.

## Halte au racisme, dans les Vosges et ailleurs !

### Des moyens pour l'accueil et la scolarisation des Mineur-es Non Accompagné-es !

Le centre de vacances de Plainfaing doit accueillir des mineur-es non accompagnés-es originaires de Guinée. Leur nombre a déjà dû être réduit par le Conseil Départemental face aux réticences exprimées par le maire de la commune. En réaction à cet accueil, une pétition au contenu abject a été lancée par des habitantes pour s'y opposer. En parallèle, une centaine de personnes a manifesté le 9 octobre 2023, parmi lesquelles des habitant-es de Plainfaing et des membres du Conseil National de Reconquête! le parti d'Éric Zemmour. À la suite de Reconquête!, le Rassemblement National 88 s'est immédiatement emparé de la situation pour diffuser ses idées xénophobes en dissertant sur les conséquences supposées néfastes de cet accueil solidaire.

Cette campagne raciste et xénophobe s'inscrit dans un contexte local marqué par la tentative d'organisation d'un festival musical international néonazi près de Saint Dié le 25 février de cette année, un défilé de jeunes fascistes à Corcieux le 14 juillet, l'incendie criminel du domicile d'un militant LFI suite à des menaces de l'extrême-droite à Rochesson le 20 juillet.

Au niveau national, la loi immigration limite l'accueil de personnes migrantes aux seuls "métiers en tension", ignorant ainsi l'article 13 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme de 1948 dont la France est signataire. Macron et Darmanin jouent ainsi le jeu de l'extrême droite en refusant à des personnes "le droit de quitter tout pays", "circuler librement et choisir [leur] résidence à l'intérieur d'un État", indépendamment de leur profession.

L'éducation nationale n'a malheureusement pas attendu cette nouvelle loi de restriction des libertés de déplacement pour tenter d'interdire la scolarisation aux mineur-es non accompagnés-es, tentative de Blanquer invalidée par le jugement de mars 2022 du Conseil d'État contre le Ministère de l'éducation nationale.

La France persiste à refuser de se doter des moyens suffisants pour accueillir décemment les élèves migrant-es, les dispositifs UPE2A (Unités Pédagogiques pour Élèves Allophones nouvellement Arrivé-es) étant largement sous-dotés dans toutes les académies. L'orientation de ces élèves étant contrainte, arbitrairement aiguillée sur des métiers dits "en tension", leur refusant la liberté de choisir leur parcours scolaire et professionnel.

#### **SUD ÉDUCATION LORRAINE REVENDIQUE :**

- La scolarisation de toutes et tous les mineur-es sur le territoire français sans distinction de nationalité, conformément à la loi ;
- La régularisation sans condition des mineur-es étrangèr-es une fois leur majorité échuë ;
- L'accès aux droits fondamentaux (santé, école, logement) pour toustes ;
- Une scolarisation facilitée, une orientation choisie avec les moyens nécessaires ;
- L'augmentation des places et des dispositifs UPE2A dans tous les cycles ;
- La fin du recours aux OQTF (Obligations de Quitter le Territoire Français) et aux interdictions de retour ;
- La fin des rétentions administratives et la fermeture sans délai des CRA (Centres de Rétention Administrative).

Contact : 07.56.92.24.92